

Compte rendu

Ouvrage recensé :

CAPRON, Guénola (dir.) (2006) *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*. Paris, Bréal, 288 p. (ISBN 2-7495-0485-6)

par Sophie Body-Gendrot

Cahiers de géographie du Québec, vol. 51, n° 144, 2007, p. 457-458.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/017638ar>

DOI: 10.7202/017638ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

auprès des néophytes et de ceux intéressés à poursuivre la réflexion sur le renouveau de la géographie du bien-être.

Hélène Bélanger
Université du Québec à Montréal



CAPRON, Guénola (dir.) (2006) *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*. Paris, Bréal, 288 p. (ISBN 2-7495-0485-6)

Cet ouvrage ambitieux, élaboré à partir d'une méthodologie originale, fait le pari de sonder, en profondeur et sous des angles différents, un objet flou : les quartiers résidentiels sécurisés aussi appelés *gated communities*. Son intention est, à partir de la *stigmatisation à l'envers* dont le phénomène a fait l'objet, de dénoncer l'abus de métaphores guerrières (fortresses, citadelles, etc.) et des jugements moraux, et d'examiner la complexité et la diversité de ces quartiers. Comment ? À l'aide d'une grille d'analyse commune, dix-neuf auteurs, pour la plupart géographes, se sont livrés, en neuf chapitres écrits à plusieurs voix, à des comparaisons entre villes nord-américaines, sud-américaines et sud-africaines.

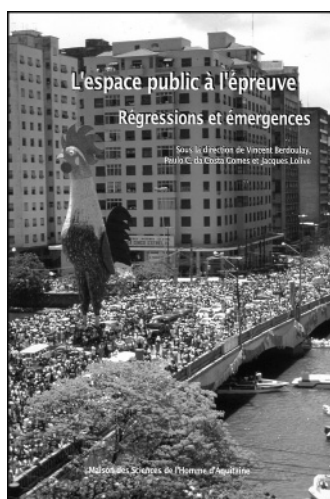
Les points forts du travail viennent de la grande richesse des matériaux, issus d'enquêtes de terrain. Ils restituent des paroles (souvent masquées), des images et des re-

présentations d'habitants riches, pauvres ou de classes moyennes. Un rigoureux travail de définitions nourrit les chapitres. Des explications plausibles sont offertes à la diversité du phénomène. Sont particulièrement réussis les *gros* chapitres 4, 5, 6 et 7. Le chapitre 4 (qui devrait être en début d'ouvrage) dresse un historique de la privatisation des domaines en Angleterre, en France et aux États-Unis, montre les différentes philosophies distinguant les unes et les autres malgré la convergence des inspirations et poursuit avec l'Amérique latine. Le chapitre 5 sur les pratiques se livre à une analyse fine des quartiers populaires latino-américains, nuancée par la prise en compte de l'âge, des classes sociales, de choix subjectifs, du projet. Le riche chapitre 6, à connotation anthropologique, explore la notion de frontières, de clôture, de discontinuité, ainsi que le concept d'insécurité qui mène à un enfermement, voulu ou non, produit par la distance. Les intuitions fines des auteurs cernent ce qui se cache derrière les mots et les conflits. Des auteurs reconnus sont analysés tels Chamboredon et Lemaire. Le chapitre 7 plonge dans l'espace public mythifié, jusqu'aux espaces quasi privés. Il explore la rue, le quartier, les espaces partagés qui font *du public* (p. 204) et suggère à l'instar de Caldeira qu'en Amérique latine, la démocratisation a entraîné le repli des classes moyennes et supérieures à la fois par souci de distinction et de protection. Le chapitre 8 traite des aspects politiques et juridiques de la sécession, de l'incorporation, de l'enclave.

Malgré la richesse des matériaux, les encadrés, les cartes, l'utile lexique, la rigueur du propos, pour plusieurs raisons, le lecteur n'est pas pleinement convaincu que le pari ait été révélé. De la rédaction plurielle de chapitres non signés, il résulte un grand morcellement du texte, un émiettement d'informations non reliées et des contradictions. Le cas de Buenos Aires n'est traité, par exemple, que par bribes dans la plupart des chapitres et il revient au lecteur de les rassembler pour en tirer une synthèse. Les auteurs hésitent à défendre les *gated communities* et leurs variantes, concédant que la sécurité apportée

par la clôture (avec toutes ses diversités), l'entre-soi, la valorisation de la propriété, la mutualisation des coûts, l'offre immobilière, etc. entrent dans les motivations du choix à des degrés divers. Trop de précautions, de nuances, de volonté de tout dire étouffent de belles intuitions et une connaissance de terrain que le plan insuffisamment rigoureux ne parvient pas à contenir. Les contradictions sont notables. En privilégiant l'approche comparative plutôt que l'objet, l'ouvrage n'évite pas les répétitions. On regrettera que dans certains chapitres, les problèmes de style, le français, les impropriétés et une relecture trop hâtive entachent la lecture d'un ouvrage aussi original.

Sophie Body-Gendrot
Université Paris IV-Sorbonne



BERDOULAY, Vincent, Da COSTA GOMES, Paulo C. et LOLIVE, Jacques (dir.) (2004) *L'espace public à l'épreuve. Régressions et émergences*. Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 224 p. (ISBN 2-85892-315-9)

La notion d'espace public transcende plusieurs disciplines des sciences sociales et humaines. Loin de faire consensus, cette notion permet néanmoins de mieux comprendre des phénomènes à la lisière des sciences géographiques

et politiques. C'est à partir de ce postulat que les auteurs de *L'espace public à l'épreuve* définissent les objectifs de leur ouvrage collectif. Ces objectifs sont précisément de relever « les enjeux intellectuels et scientifiques que pose l'intérêt contemporain pour la notion d'espace public » (p. 9). L'angle d'approche théorique est délibérément celui de la spatialité de la vie politique et les relations qu'il est possible de tisser entre elle et les discours des aménagistes, urbanistes et autres spécialistes des sciences humaines.

À cette fin, la notion d'espace public sert de fil conducteur à cet ouvrage composé de quatre parties et de 18 chapitres. La première partie expose les tenants et aboutissants de l'espace public face aux enjeux environnementaux. L'apport de l'analyse classique de l'espace public y est précisé. Les quatre chapitres qui forment cette première partie abordent des sujets variés. Les concepts spécifiques d'*infra-planning* et de NIMBY sont discutés ainsi que le modèle de justice véhiculé par les éléments de l'environnement urbain. Les liens spécifiques qui unissent l'espace public et l'action collective font également l'objet d'une analyse particulière.

La deuxième partie du livre est consacrée à l'explication des tensions existant entre l'espace public et la représentation politique. Constituée de quatre chapitres, cette deuxième partie s'arrime autour de l'idée que l'espace public est un milieu propice au développement de l'action publique. Il est ainsi question de penser la façon dont l'espace public peut être habitable et de souligner les relations qui unissent l'espace public au pouvoir politique. La cohérence des politiques publiques avec les différentes dimensions de l'espace public interpellées est également étudiée, ainsi que le dialogue qui s'opère entre l'espace public matériel et l'espace public idéal.

La troisième partie du livre cherche à comprendre les limites du modèle classique en ce qui a trait à l'espace public. Cinq contributions interrogent la pertinence de la notion d'espace public. La notion d'espace public est remise